



# UNE PERSPECTIVE À LONG TERME : LE CANADA ET L'AUSTRALIE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

## Discours à la Chambre de commerce Canada-Australie

Mark Wiseman  
Président et chef de la direction  
19 mars 2013

SEUL LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI



Merci Jeannie. Mesdames et messieurs, bonjour. Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui, et je remercie les hôtes de ce déjeuner, la Chambre et KPMG.

Il y a un peu plus d'un an, mon prédécesseur, David Denison, avait pris la parole à un événement organisé par la Chambre. Il avait alors expliqué pourquoi la région Asie-Pacifique était un élément important de la stratégie mondiale de l'Office et comment nous voyions l'Australie comme une porte d'entrée privilégiée de la région. J'aborderai de nouveau ce sujet brièvement aujourd'hui.

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles je suis en Australie, mais je dois admettre que l'une d'elles est le plaisir sans borne qu'éprouvent les Canadiens chaque fois qu'ils échappent – ne serait-ce que brièvement – aux griffes de nos longs hivers froids. Nos deux pays ont bien des points en commun, mais le climat tempéré n'en fait pas partie.

Malgré la distance et la météo différentes, il en reste beaucoup d'autres, cependant.

Tout d'abord, un héritage identique et des systèmes politiques et juridiques comparables créent un cadre idéal pour apprendre l'un de l'autre. Lorsque les décideurs canadiens parcourent la planète à la recherche de pratiques exemplaires dans des domaines comme la littératie financière, l'épargne personnelle et la réforme des pensions, leur regard tombe souvent sur l'Australie. Votre pays a fait d'énormes progrès dans plusieurs domaines socio-économiques et nous avons beaucoup à apprendre de vous.

Ensuite, nous avons tous les deux un éléphant dans notre cour : les États-Unis dans la nôtre et la Chine dans la vôtre. Nous ressentons les moindres mouvements et grognements de nos voisins respectifs. Selon un dicton bien connu, lorsque les États-Unis éternuent, le Canada attrape le rhume. Vous diriez probablement la même chose à propos de la Chine aujourd'hui. Mais nous partageons également un avantage considérable : la proximité géographique de ces marchés « éléphanques ».

Dans le cas de la Chine et plus généralement de la région Asie-Pacifique, le marché est considérable, non seulement en raison de sa taille, mais aussi de son potentiel – tout le monde veut y être présent. Pour le Canada, il s'agit d'un moyen de diversifier ses marchés d'exportation pour ses nos ressources énergétiques et naturelles abondantes et aussi pour les services comme les banques et l'assurance.

L'Office, de son côté, cherche des investissements qui rapporteront à ses 18 millions de cotisants et bénéficiaires canadiens les meilleurs rendements à long terme, ajustés en fonction du risque, possibles. Aujourd'hui et pendant les décennies à venir, il est évident que bon nombre de ces investissements se feront dans les économies émergentes de l'Asie-Pacifique.

Si le Canada est considéré par les investisseurs étrangers comme une porte d'entrée du marché américain, l'Australie est perçue comme une porte d'entrée des économies qui connaissent la plus forte expansion économique au monde. De plus, grâce à ses ressources naturelles exceptionnelles, à un gouvernement démocratique stable et à une économie saine (sans parler du climat agréable durant une bonne partie de l'année), votre pays est très intéressant pour des investisseurs comme l'Office.



En effet, nous avons investi 3,6 % de notre capital ici<sup>1</sup> et détenons une participation dans des actifs importants comme l'autoroute à péage Westlink M7 et Broadcast Australia. Ce pourcentage de 3,6 % peut paraître négligeable, mais il s'agit quand même d'un montant de 6,2 milliards de dollars et il correspond à 1,5 fois la part de l'Australie dans le PIB mondial<sup>2</sup> et la capitalisation boursière mondiale<sup>3</sup>. Par conséquent, quel que soit le critère employé, nous surpondérons considérablement l'Australie, et comme votre économie connaît une croissance ininterrompue et inégalée depuis 21 ans<sup>4</sup>, notre présence demeurera importante parce que c'est ici que l'action se passe et qu'elle se passera au cours des décennies à venir.

L'an dernier seulement, nous avons procédé à deux investissements importants en Australie pour garnir notre portefeuille. En juillet, nous avons annoncé une participation de un milliard de dollars dans une coentreprise avec Lend Lease Corporation et Australian Prime Property Fund Commercial. Les partenaires vont construire et détenir deux tours de bureaux (International Towers Sydney) au sein du projet Barangaroo South, qui seront situées au bord de l'eau dans le quartier des affaires de Sydney. (Comme il s'agit d'un projet de développement qui est financé par phases, cet investissement n'est pas compris dans le chiffre de 6,2 milliards de dollars que j'ai mentionné plus tôt.)

Et en octobre, dans le cadre d'une coentreprise avec AMP Capital, nous avons acquis une participation de 436 millions de dollars dans deux centres commerciaux de premier ordre en Australie – le Macquarie Center bien connu à Sydney et le prestigieux Pacific Fair Shopping Centre sur la Gold Coast.

Ces investissements immobiliers s'intègrent parfaitement dans la stratégie à long terme de l'Office. La caisse du RPC valait près de 173 milliards de dollars canadiens au 31 décembre et devrait frôler le demi-billion de dollars en 2031; aussi sommes-nous parmi les rares investisseurs mondiaux à effectuer des investissements de cette ampleur.

Tant en Australie qu'au Canada, le marché intérieur est relativement étroit pour des investisseurs institutionnels locaux comme l'Office et le Future Fund, lesquels sont devenus des acteurs importants sur la scène internationale. Ce qui constitue une contrainte au pays devient une opportunité à l'échelle du globe, comme en témoignent les nombreuses ententes conclues par l'Office grâce à nos liens solides avec Goldman Group et Westfield Group.

La première, Goodman North American Partnership, représente un investissement de 490 millions de dollars par Goldman et de 400 millions de dollars par l'Office. Ensemble, nous ciblerons des propriétés logistiques et industrielles dans les grands marchés nord-américains. La seconde entente s'est traduite par une augmentation des engagements dans Goodman China Logistics Holding. L'apport de 400 millions de dollars de l'Office et celui de 100 millions de dollars de Goldman ont porté notre engagement total dans cette entreprise à 800 millions de dollars américains. Ces capitaux serviront à acquérir des installations logistiques de grande qualité situées dans des endroits de choix en Chine continentale.

---

<sup>1</sup> Au 31 décembre 2012

<sup>2</sup> Gouvernement australien. *Australia Benchmark Report 2012*. Page 2 : L'Australie représente 2,2 % du PIB nominal mondial prévu en 2012 en dollars américains.

<sup>3</sup> Capitalisation boursière totale qui comprend les actions de sociétés à actionnariat restreint

<sup>4</sup> Supra, note 2 à la page 4



Nous entretenons aussi des rapports soutenus avec Westfield, l'une de vos plus grandes sociétés, dans une grande diversité de régions du monde. En 2010, nous avons acquis une participation de 25 % dans Westfield Stratford City, à deux pas du site des Jeux olympiques de Londres de 2012. Westfield Stratford City est devenu le plus grand centre commercial urbain d'Europe. Puis en février 2012, nous avons annoncé la formation d'une coentreprise avec Westfield composée de participations dans dix centres commerciaux régionaux et deux sites d'aménagement immobilier aux États-Unis. Ces propriétés ont une valeur totale brute de 4,8 milliards de dollars américains. Grâce à notre participation de 45 % dans la coentreprise, nous sommes devenus l'un des grands propriétaires institutionnels de centres commerciaux régionaux aux États-Unis.

Ces partenariats constituent des exemples éloquentes de la façon dont l'Office noue avec des sociétés australiennes des relations mutuellement avantageuses sur la scène mondiale. Ils servent aussi à éclairer le mandat et la stratégie de placement de l'Office que je vais décrire brièvement.

L'Office gère les actifs du Régime de pensions du Canada dans l'intérêt de 18 millions de Canadiens. Étant donné que nos décisions touchent directement la sécurité de la retraite de générations de Canadiens, la création d'une valeur à long terme pour assurer la sécurité financière est au cœur de notre mandat.

L'Office a un horizon de placement de **75 ans**. Il s'agit de la période déterminée par l'actuaire en chef du Canada pour évaluer la viabilité à long terme du RPC. Par conséquent, pour nous, un trimestre correspond davantage à 25 ans, au lieu des 90 jours auxquels de nombreux investisseurs sont devenus habitués. Aussi sommes-nous un type d'investisseur très particulier qui jouit d'un net avantage comparatif.

Outre notre horizon à long terme, nous possédons l'un des systèmes de gouvernance les plus solides au monde et nous exerçons nos activités sans lien de dépendance avec le gouvernement. Cela nous donne la liberté de mettre constamment l'accent sur *la réflexion* et *l'action* dans une optique à long terme, sans devoir produire des résultats à brève échéance ni subir des interventions à courte vue.

Or, notre structure de gouvernance ne nous met pas à l'abri des enjeux et des obstacles auxquels se heurtent les chefs d'entreprise, les investisseurs et les décideurs. En effet, lorsque nous publions nos résultats tous les trimestres, ce n'est pas sans peine que nous devons les expliquer dans le contexte de l'horizon exceptionnellement long de nos investissements.

Cela m'amène à l'enjeu central dont je veux vous parler aujourd'hui – les difficultés que doivent relever les investisseurs mondiaux à long terme comme l'Office dans un monde qui est véritablement obnubilé par le court terme.

La tyrannie du court terme pose un problème réel aux grandes caisses de retraite, comme la nôtre, et aux assureurs vie dont les obligations envers les participants se prolongent durant des décennies. Ces institutions ont besoin de placements solides à long terme tant au pays qu'à l'étranger pour respecter leurs obligations à long terme. Nous devons investir dans des pays, des sociétés et des actifs qui dégageront une valeur durable à longue échéance.



Et il n'y a pas que les investisseurs qui profitent des rendements de ces investissements. Les investissements à long terme dans des actifs comme les infrastructures ou les engagements de capitaux patients dans le développement de produits ont une incidence directe sur la création d'emplois, l'innovation, la productivité, la croissance du PIB à long terme et l'environnement. C'est la société entière qui bénéficie de ces rendements.

Le problème fondamental pour le Canada et l'Australie – en fait pour tous les pays du monde – est la vision à court terme des marchés financiers et la capacité à attirer des capitaux patients. C'est une arme à deux tranchants qui frappe aussi bien les investisseurs que les entreprises et les projets en quête de capitaux – et en fin de compte la société en général.

J'ai mentionné plus tôt les difficultés qu'éprouvent les investisseurs institutionnels comme l'Office dans un monde où les possibilités pour les capitaux patients sont limitées. Voyons la situation du point de vue de ceux qui ont besoin de fonds. Partout dans le monde, des programmes de renouvellement d'infrastructures d'une importance vitale – réparation des réseaux municipaux d'eau et d'égouts, de routes et de ponts; investissement dans le transport en commun – attendent sur la table à dessin, faute de capitaux à long terme. Les besoins à l'échelle planétaire se calculent en billions de dollars. Puis il y a les projets d'infrastructures capitalistiques et créateurs d'emplois, comme la construction de barrages et de lignes de transport d'électricité pour lesquels les capitaux à long terme – en particulier en provenance du secteur privé – sont insuffisants.

D'où viendra l'argent pour financer ces projets essentiels? Des contribuables? Voilà une solution qu'aucun gouvernement ne veut envisager ou ne peut mettre en pratique.

Le sol bouge sous nos pieds. Les populations vieillissent, la natalité chute, le pouvoir économique passe des marchés établis aux marchés émergents – de l'ouest vers l'est. Ces profonds bouleversements transformeront notre monde pour des décennies. Nous devons commencer dès maintenant à prendre des décisions qui créeront une valeur à long terme pour les entreprises et la société en général.

Il nous faut un marché mondial vigoureux pour les capitaux à long terme.

Mais avant d'aborder les obstacles à vaincre pour combler ce besoin, je ne peux passer sous silence le succès remarquable de l'Australie à attirer des capitaux à long terme comparativement à la majorité des autres pays. Votre cadre stable et intéressant pour les infrastructures a attiré des investisseurs du monde entier, y compris l'Office.

Or, quand nous adoptons une perspective globale de l'économie mondiale, y compris les participants des marchés privés et des marchés publics, il devient ardu pour nous tous d'envisager les investissements dans une optique à longue échéance. En effet, nous vivons, pensons et agissons dans un paradigme à court terme.

Il suffit d'écouter un canal d'informations économiques en continu ou de lancer Twitter sur son téléphone intelligent pour avoir une petite idée du problème. L'avalanche d'informations que nous recevons à chaque instant de la journée a une incidence dramatique sur notre analyse des questions



économiques, des politiques publiques et de la performance des entreprises. Nos décisions passent par une ouverture très étroite pour se réaliser dans l'instantanéité.

On peut assimiler cette avalanche d'informations à une image si grande que chacun de ses pixels est visible. Trop proche, on ne voit que les pixels. On ne peut distinguer l'image complète – le portrait d'ensemble. Mais à mesure que l'on recule, l'image prend graduellement forme et a du sens. Malheureusement, nous vivons dans une société où l'intérêt passe d'un pixel à l'autre; elle ne voit pas la forêt, ni même les arbres, mais uniquement les feuilles et les aiguilles de pin.

Dans un monde caractérisé par la diffusion immédiate de l'information, il n'est pas facile de prendre du recul. Les gens ont un besoin inhérent d'être proches, de rester connectés les uns aux autres, et la technologie permet de le faire comme jamais auparavant. Nous avons acquis un appétit insatiable pour les nouvelles fraîches et les résultats immédiats – une addiction créée par la diffusion continue de nouvelles.

Sans parler du fait que les gouvernements sont élus pour des mandats de plus en plus courts... que les investisseurs sont obnubilés par les bénéfices trimestriels... et que les PDG sont assis sur des sièges éjectables. Ici en Australie, la durée médiane du mandat d'un PDG d'une société de l'indice ASX100 a chuté à 3,9 années et le taux de rotation chez les PDG a culminé à **22 %** pendant la période de volatilité de 2009<sup>5</sup>. Le *Wall Street Journal* a récemment proposé avec ironie que l'on commence à écrire le nom des PDG au crayon à mine.

Le court-termisme est un problème auquel se heurte l'Office au Canada, en Australie et dans tous les marchés où il investit. Comment pouvons-nous réfléchir et agir à long terme quand le monde qui nous entoure souffre de la « myopie du moment »?

À mon avis, tous les secteurs du marché – tant les investisseurs que les gouvernements – ont absolument besoin d'adopter une vision à long terme. Nous pouvons certes songer à des réformes pratiques et réalisables, mais je suis convaincu que si nous ne réglons pas d'abord ce paradigme structurel à courte vue, nous ne réussirons pas à créer un environnement propice pour mettre en œuvre des politiques qui se traduiront par un changement fondamental et durable.

Je vais consacrer le reste de mon allocution à trois enjeux que je considère comme essentiels à la création de valeur à long terme pour des investisseurs comme l'Office et pour ses bénéficiaires, et en fin de compte pour les entreprises et la société en général :

- i. le premier concerne la tyrannie du court terme qu'il faut contrer sur les marchés publics;
- ii. le deuxième porte sur la mise en place de cadres qui favorisent l'investissement responsable;
- iii. le troisième est la nécessité pour les gouvernements d'adopter une vision à plus long terme.

---

<sup>5</sup> Goldman Sachs. 8 avril 2012. *Global Investment Research. Environmental, Social & Governance – Australia*. page 2.



Commençons par les marchés publics. L'économiste américain et auteur bien connu Paul Samuelson a été cité dans un article récent de la revue *Australian Financial Review* qui traite de la performance à long terme des caisses de retraite. « Investir devrait être à peu près aussi intéressant que de regarder la peinture sécher ou le gazon pousser, a-t-il dit. Si vous voulez vivre des émotions, allez à Las Vegas avec 800 \$ en poche. »<sup>6</sup>

La Bourse aujourd'hui ressemble davantage à une excursion à Las Vegas. Les opérations informatisées et les pépins de la technologie provoquent des krachs boursiers. Les rumeurs qui circulent à la Bourse créent des attentes irréalistes à propos des bénéfiques. Les opérations fréquentes permettent aux investisseurs de détenir des positions durant une fraction de seconde, en quête d'avantages microscopiques, au moyen d'une stratégie mise en application des dizaines de milliers de fois chaque jour.

À la Bourse aujourd'hui, la majorité des transactions ne tiennent pas compte des facteurs fondamentaux de l'entreprise. Facilitée par la technologie, cette façon de jouer à la Bourse exerce une pression considérable sur les sociétés ouvertes et les oblige à accroître leurs résultats à court terme, peu importe le coût. Selon une étude récente, 55 % des PDG ont révélé qu'ils laisseraient passer une occasion de faire un investissement intéressant si elle les empêchait d'atteindre, ne serait-ce que **par la plus mince des marges**, les résultats trimestriels visés<sup>7</sup>.

Dans ce genre d'environnement, il ne faut pas s'étonner du peu d'importance donnée aux perspectives à long terme. Les chefs d'entreprise sont forcés de prendre des décisions qui feront monter le cours de l'action pendant le prochain trimestre plutôt que durant le prochain quart de siècle. Or, une période de 90 jours a-t-elle une si grande incidence sur la valeur d'une entreprise?

Ou bien les investisseurs et les dirigeants d'entreprise sont-ils pris dans ce courant court-termiste parce que c'est la seule voie à suivre pour faire monter l'action à la Bourse?

Pour répondre à ces questions, permettez-moi de revenir à l'article du *Financial Review* qui traitait de la performance des caisses de retraite et des avantages d'investir dans une optique de long terme.

Au cours des vingt dernières années, la caisse de retraite équilibrée moyenne a dépassé son bénéfice visé. Au cours des dix dernières années, les caisses de retraite équilibrées ont enregistré un gain moyen de 7,4 % par année, excédant le taux d'inflation de 4,7 points de pourcentage pendant la même période<sup>8</sup>. Ces résultats ont été obtenus en maintenant sans défaillir une approche à long terme et en résistant à la tentation de poser des gestes à court terme durant des périodes de volatilité boursière hors du commun, comme le krach de 2008.

L'Office est un exemple éloquent de la rentabilité de l'investissement à long terme. Son taux de rendement annualisé se situe actuellement à 6,7 % sur dix ans. Bien entendu, j'aurais préféré vous donner le résultat sur vingt ans, mais nous ne l'avons pas encore. Notre organisme n'est encore qu'à

<sup>6</sup> *The Australian Financial Review*. 30 janvier 2013. « Time heals super funds' wounds ».

<sup>7</sup> Graham, Harvey et Rajgopal. 2011 *Value Destruction and Financial Reporting Decisions*. page 8

<sup>8</sup> *Supra*, note 6.



l'adolescence : nous avons réalisé notre premier investissement en 1999 et nous nous sommes engagés dans la gestion active en 2006 seulement.

En outre, nos rendements ont dépassé de **3,3 milliards de dollars**<sup>9</sup> le rendement du portefeuille de référence du RPC depuis le début de la gestion active. Présentés après déduction de tous les coûts, ces rendements témoignent de la valeur importante que produisent nos investissements dans des catégories d'actif à long terme, comme les placements en actions de sociétés fermées, l'immobilier et les infrastructures pendant les périodes de volatilité à court terme. Nous pensons que cette valeur ajoutée ne pourra que s'accroître à mesure que nous réaliserons également les gains à long terme que dégageront ces actifs.

Nous croyons fermement que les investisseurs ne doivent pas s'attarder à la volatilité des marchés, ni être de simples spectateurs ni négliger les facteurs fondamentaux des entreprises. Et nous joignons le geste à la parole, même dans le volet des marchés publics.

Dans le cadre du programme des Placements relationnels, nous prenons des participations minoritaires directes importantes dans des sociétés cotées en bourse, leur apportant des capitaux stratégiques qui leur permettent de surpasser leurs concurrents à long terme. Ces investissements se chiffrent habituellement entre 100 millions et un milliard de dollars et représentent de 5 % à 25 % du capital de la société. Propriétaires actifs et engagés, nous travaillons en étroite collaboration avec la direction et le conseil d'administration en vue de réaliser une croissance transformatrice.

Nous avons aussi mis sur pied une équipe de l'investissement responsable qui étudie en profondeur les questions environnementales, sociales et de gouvernance touchant les entreprises, les industries et les actifs. Nous avons intégré ces facteurs ESG dans notre processus d'évaluation des placements.

L'investissement responsable ne consiste pas à gagner à tout prix, ni à réaliser des pronostics trimestriels pour faire le bonheur des investisseurs axés sur le court terme. Dans le monde des entreprises, la question de savoir qui gagne et qui perd a une incidence directe et profonde sur les emplois et les conditions de travail, sur les collectivités et sur l'environnement. Il s'agit d'investir dans l'avenir de la société et d'en tirer profit.

Notre mandat à long terme nous oblige à prendre en considération les questions environnementales, sociales et de gouvernance dans le choix de nos investissements. Nous sommes intimement persuadés que tous les investisseurs qui font de même en tirent des avantages **financiers**. Pour nous, ce que l'on appelle l'investissement responsable, ce n'est rien d'autre que d'investir de façon judicieuse à long terme.

Prenons deux investissements possibles. Toutes choses étant égales par ailleurs, si l'on choisit la société dont la direction obtient les meilleurs résultats en regard des facteurs ESG, on choisit celle qui va croître et créer de la valeur à long terme.

---

<sup>9</sup> Au 31 mars 2012





Pour l'Office, investir en fonction des facteurs ESG est important non seulement pour nos activités sur les marchés publics, mais aussi et de plus en plus à mesure que nous assumons le rôle d'investisseur de premier plan sur les marchés privés. Le projet Barangaroo South en est un très bon exemple : un complexe commercial de plus de trois millions de pieds carrés caractérisé par la neutralité carbone, une politique « zéro déchet » et une faible consommation d'eau. L'un des plus grands projets immobiliers réalisés à Sydney au cours du présent siècle améliorera le bien-être de la collectivité.

Il existe d'autres excellentes occasions dans le monde. Il incombe aux organisations comme l'Office, d'autres investisseurs institutionnels et l'ensemble du milieu de l'investissement de les trouver... de nouer des rapports avec les organisations dans lesquelles elles investissent et d'exiger que l'on se soucie des facteurs ESG. Les investisseurs animés par un tel engagement actif, axé sur le long terme, veilleront à la création d'une valeur durable sur une longue période – dans l'intérêt de nos bénéficiaires, des organisations et de la société en général.

Malgré les nombreux avantages de l'investissement à long terme que je viens de décrire – création de valeur à long terme pour les investisseurs... capitaux pour financer le renouvellement d'infrastructures essentielles et les projets d'investissement créateurs d'emplois... possibilité pour les caisses de retraite et les gouvernements d'investir dans l'avenir et de s'acquitter de leurs obligations envers les retraités actuels et futurs – malgré tous ces avantages, ni les investisseurs, ni les dirigeants d'entreprise ni les actionnaires n'adopteront une vision à long terme si les conditions ne sont pas propices.

Le cadre réglementaire incertain, en particulier pour ce qui touche l'environnement, constitue un obstacle de taille. Et la responsabilité de cette incertitude revient au gouvernement. Le plus tôt les gouvernements du monde entier mettront en place un cadre réglementaire solide, les entreprises, les investisseurs, les citoyens ne s'en porteront que mieux.

Les gouvernements, les décideurs et les investisseurs institutionnels comme l'Office ne peuvent échapper à leurs responsabilités pour ce qui concerne l'environnement. Les infrastructures et les biens immobiliers constituent les deux plus importantes cibles de l'Office en matière d'investissement à long terme. Si nous devons négliger les facteurs environnementaux dans nos évaluations à long terme, nous trouverions à jouer à la roulette russe avec les pensions de 18 millions de Canadiens.

Les gouvernements du monde entier doivent aborder ces questions le plus tôt possible, mais ils ont besoin d'aide. Les barrières commencent à tomber : les grandes compagnies d'assurance du monde réclament la mise en œuvre de mesures pour lutter contre le réchauffement climatique en raison des risques croissants qu'elles courent à cause des facteurs environnementaux, tandis que de grandes caisses de retraite comme l'Office pressent davantage les entreprises dans lesquelles elles investissent ou avec qui elles créent des partenariats de porter attention aux facteurs ESG.

Les exemples de ce genre de collaboration entre les entreprises et l'État doivent se multiplier. L'avenir est l'affaire de tous.

J'ai mentionné au début de mon allocution que le Canada se tourne souvent vers l'Australie, pays reconnu pour ses pratiques exemplaires, comme source d'inspiration de politiques éclairées. *Australia in the Asian Century* confirme cette réputation. Publié l'an dernier, ce document est une feuille de route



vers la prospérité et décrit les 25 objectifs nationaux pour 2025. Dans un monde où peu de gouvernements adoptent des politiques avec un horizon dépassant la prochaine échéance électorale, une telle vision à long terme est louable. Ce sont les pays qui élaborent leur stratégie nationale dans une optique à long terme qui connaîtront la prospérité dans les décennies à venir.

Parmi les nombreux objectifs énoncés dans la feuille de route australienne, il y en a un qui ressort tout particulièrement :

« Le système agro-alimentaire australien sera concurrentiel sur la scène mondiale, grâce à des entreprises agricoles et alimentaires productives et durables. Les producteurs et transformateurs alimentaires seront reconnus à l'échelle mondiale comme des producteurs novateurs et fiables qui fourniront à l'Asie des produits, des services et des technologies en plus grand nombre et de meilleure qualité. »

On peut difficilement exagérer à quel cet objectif de devenir en pratique le « grenier alimentaire » de l'Asie est important pour la planète. Par ailleurs, les possibilités offertes aux investisseurs à long terme comme nous sont énormes. Cette stratégie nationale nécessitera des investissements considérables, par exemple dans les infrastructures de distribution de l'eau et les installations portuaires, ainsi que dans la recherche-développement de méthodes agricoles de pointe.

Je pourrais continuer longtemps, mais le temps me manque.

Je pourrais parler du rapport *Infrastructure Financing and Funding Reform Report* publié l'an dernier, qui préconise une meilleure planification des investissements et la création d'un marché plus efficace pour favoriser le démarrage des projets.

Je pourrais discuter de la recommandation voulant que le gouvernement australien élabore des stratégies d'infrastructures sur 20 ans, ou encore des capitaux à long terme d'environ 76 milliards de dollars qui seront nécessaires pour réaliser la longue liste de priorités établies par Infrastructure Australia.

Mais je suis convaincu que vous m'avez déjà compris. On pourra toujours prétendre que vous n'en faites pas assez, mais toujours est-il que l'Australie planifie l'avenir selon une vision à long terme. Comme pays, vous ne vous contentez pas d'expédients. Vous allez plus loin que les solutions à court terme pour créer une valeur à long terme. Et pour cela vous méritez des félicitations. Cependant, ne vous reposez pas sur vos lauriers. Les politiciens et les décideurs doivent céder à la tentation de la « myopie des pixels », surtout à l'approche d'élections et devant le pouvoir capricieux de l'opinion publique.

En bref, j'encourage l'Australie à continuer de viser le long terme; vous demeurerez ainsi un partenaire privilégié de l'Office. Notre mandat est de parcourir le globe à la recherche d'investissements solides qui procureront, pour nos participants canadiens, les meilleurs rendements à longue échéance, ajustés en fonction du risque. À titre de PDG, mon rôle consiste à orienter ce travail et à faire avancer la discussion sur la nécessité d'un retour aux facteurs fondamentaux des entreprises et à la création de valeur à long terme, ce que l'on appelle à juste titre le « capitalisme pour le long terme ».



Il me fait plaisir de constater que ce concept a trouvé un terrain fertile en Australie au moins.

Je vous remercie. Je serai heureux de répondre à vos questions.